

Le 25 février 2010
Contact n°5

Autobus La Québécoise (nolisé) - fusion acceptée depuis le 5 février 2010

Le syndicat des salarié(e)s d'Autobus La Québécoise (nolisé) est un syndicat indépendant sous juridiction fédérale, existant depuis plusieurs années et regroupant près de 150 travailleuses et travailleurs. Après plusieurs rencontres entre les représentants du syndicat indépendant et ceux des TCA, c'est en date du 4 novembre 2009, lors d'une assemblée générale tenue à la section locale 6055 de Trois-Rivières, qu'était présenté aux salariés d'Autobus La Québécoise (nolisé) un projet de fusion entre leur syndicat et les TCA.

Par un vote obligatoire accordé à 96% par les membres présents à l'assemblée générale du 4 novembre 2009, les salariés de cette unité favorisaient clairement cette fusion avec les TCA et une requête conjointe en vertu de l'article 43(1) du Code canadien du travail était ensuite déposée au Conseil canadien des relations industrielles. Le 5 février 2010, nous recevions la décision du CCRI à l'effet que la fusion complète et totale était bel et bien approuvée.

Les TCA et tous ses membres tiennent à souhaiter la bienvenue aux travailleuses et travailleurs d'Autobus La Québécoise (nolisé). Un merci tout spécial aux membres du comité syndical car sans leur aide précieuse et leur implication, ce projet n'aurait pu voir le jour.

Le confrère Daniel Déry débutera sous peu les négociations dans ce nouveau dossier.



Nova Bus aux Jeux olympiques !

L'entreprise de St-Eustache contribuera, en quelque sorte, au bon déroulement des Jeux olympiques de Vancouver.

En effet, deux sociétés de transport de la Colombie-Britannique, TransLink et BC Transit, ont acquis plus de 300 autobus de Nova Bus. De ce nombre, 141 véhicules sont hybrides. TransLink et BC Transit verront à la gestion du transport par bus pendant les Jeux olympiques d'hiver 2010. Compte tenu de cette mission, les deux entreprises ont augmenté et renouvelé leur flotte d'autobus. À deux, elles ont commandé quelque 300 véhicules urbains Nova LFS, qu'elles ont reçus en 2009 et au cours des dernières semaines.

Ian Jarvis, le chef de la direction de TransLink, affirme que ces nouveaux autobus Nova Bus ont un « impact important dans l'augmentation de service de transport par bus dans le Vancouver métropolitain ». Cette entreprise a acheté 141 Nova LES HEV hybrides, à consommation de carburant réduite et qui, du coup, émettent moins de gaz à effet de serre. M. Jarvis a commenté que ces autobus joueront un rôle important dans le transport des quelque 250 000 passagers supplémentaires par jour qui devraient être voyagés en février et mars. Ces véhicules continueront à desservir leurs clients pour plusieurs années à venir.

Les quelque 400 salariés de cette unité à St-Eustache sont membres de la section locale 1004 des TCA.



Dons du SNEAA/Section locale 1937 des TCA aux plus démunis

En décembre et janvier dernier, les membres du comité exécutif du SNEAA/TCA 1937 effectuaient la distribution des intérêts du fonds des démunis, récemment converti comme fondation SVP (Solidarité pour Vaincre la Pauvreté), tel que voté lors de l'assemblée générale.

C'est donc une somme de 30 000\$ qui a été répartie également entre trois organismes renommés, qui a fait l'objet de remises. Mme Cyndy Martel de l'organisme *Le club des petits déjeuners, Saguenay-Lac-St-Jean*, s'est vue remettre 10 000\$. M. Donald Cloutier de l'organisme *Moisson Saguenay-Lac-St-Jean* ainsi que M. Donal Harvey, responsable pour la *Croix-Rouge Saguenay-Lac-St-Jean* se sont vus remettre la même somme. « Nous sommes certains que les sommes remises serviront aux personnes qui en ont le plus besoin en ces temps très difficiles pour tous », comme l'a si bien dit Alain Gagnon, président du SNEAA/TCA section locale 1937.



Remise du chèque aux dirigeants de Moisson Saguenay-Lac-St-Jean

Remise du chèque aux dirigeants Club des petits déjeuners pour la région du Saguenay-Lac-St-Jean



Remise du chèque aux dirigeants de La Croix-Rouge Saguenay-Lac-St-Jean



Les exigences à l'égard du contenu canadien créeront des emplois au Québec

Chose rarement vue en Amérique du Nord, un fabricant chinois de voitures ferroviaires a annoncé son intention de produire des voitures de métro au Canada, créant ainsi un millier de nouveaux emplois. Cette annonce fait partie des efforts de l'entreprise pour satisfaire les exigences à l'égard du contenu canadien établies par le gouvernement du Québec pour un contrat de plusieurs milliards de dollars dans le secteur du transport en commun.

L'entreprise chinoise Zhuzhou Electric Locomotive Company, qui lutte actuellement avec le consortium Bombardier-Alstom pour remporter un contrat de construction de voitures de métro pour la ville de Montréal, a annoncé le 8 février dernier qu'elle pourrait produire les 1 050 voitures de métro à Montréal, si sa proposition est acceptée.

Le géant chinois de la fabrication de voitures de chemin de fer se conforme à l'exigence de 60 pour cent de contenu canadien établie par le gouvernement provincial en 2008. Cette politique concerne tous les achats de voitures de métro de la province.

« Cette annonce met en évidence l'efficacité des politiques d'achat canadien comme moyen de créer de l'emploi et d'encourager les nouveaux investissements dans notre pays, a déclaré M. Lewenza. Elle prouve que les entreprises sont prêtes à se conformer aux exigences à l'égard du contenu local, si de telles exigences existent. »

Le syndicat des TCA a demandé à tous les paliers de gouvernement d'adopter des politiques similaires pour garantir que les dépenses publiques servent, en grande partie, à encourager le développement régional et économique au Canada.

« Il s'agit d'une politique économique intelligente qui encourage les échanges équitables et favorise la création et le maintien de bons emplois dans de nombreuses industries, du transport à la construction navale, et il est grand temps que notre gouvernement imite les autres pays du monde.

Les TCA ont organisé un certain nombre de campagnes d'achat au Canada qui ont été couronnées de succès, d'un bout à l'autre du pays, à l'échelon provincial et municipal, qui ont abouti à l'investissement de milliards de dollars en fonds publics dans les collectivités au pays.

En 2009, les TCA se sont alliés au maire de Toronto, David Miller, et à la Commission de transport de Toronto dans le but d'inclure des exigences à l'égard du contenu canadien pour un projet de train léger sur rail d'une valeur sans précédent de 1,2 milliard de dollars. Grâce à cette exigence, plus de 200 voitures de chemin de fer seront fabriquées à Thunder Bay, en Ontario, permettant de créer et de préserver des milliers d'emplois.



Les membres de la section locale 598 des TCA entérinent une nouvelle entente chez Xstrata

Les membres de la section locale 598 des TCA/Mine Mill travaillant chez Xstrata Nickel à Sudbury, en Ontario, ont voté avec une majorité écrasante en faveur d'une nouvelle convention collective de trois ans qui rejette les demandes de concessions de l'employeur et assure une plus grande sécurité d'emploi aux travailleurs.

Au total, 93 pour cent des membres des TCA ont voté en faveur de la nouvelle convention. Le syndicat des TCA représente 580 membres actifs et 500 travailleurs mis à pied.

« Nos priorités incluaient le retrait de nombreuses demandes de concessions de la part de l'employeur et des gains à l'égard de la sécurité d'emploi et du régime de retraite », a déclaré Jerry Dias, adjoint au président des TCA. « Grâce au soutien des membres, nous avons atteint nos objectifs au terme de négociations ardues se déroulant jour et nuit. »

La nouvelle convention prévoit une prime de 2 500 \$ à la signature pour les membres actifs et les travailleurs mis à pied, un incitatif à la retraite de 10 000 \$ pour les employés admissibles décidant volontairement de prendre leur retraite, sans réduction de leurs prestations de retraite, au cours de la durée de la convention collective, ainsi que la réouverture de la mine de cuivre Fraser, permettant la création de 140 emplois.

Les autres gains réalisés en vertu de l'entente incluent notamment une augmentation de 150 \$ par mois des prestations de retraite pour les employés ayant 30 années et plus d'ancienneté, une assurance vie pour conjoint d'une valeur de 10 000 \$ et plusieurs autres gains au chapitre des avantages sociaux. Une augmentation salariale est prévue au cours de la troisième année de l'entente et le réajustement des salaires en fonction du coût de la vie est maintenu.

Les demandes de l'entreprise concernant les rappels au travail et emplois temporaires ont été rejetées. « Tous les membres retournant au travail auront les mêmes droits que les autres membres et leurs droits de rappel seront renouvelés », a affirmé Richard Paquin, président d'unité de Mine Mill, section locale 598 des TCA.

M. Paquin a insisté sur le fait que la nouvelle convention protège et améliore le régime de retraite des travailleurs. « Nos membres sont restés solidaires tout au long de cette aventure et nous nous devons de les féliciter », a-t-il déclaré.



Peggy Nash des TCA sera candidate du NPD

Des centaines de partisans de Peggy Nash se sont entassés dans l'auditorium d'une école secondaire de Parkdale - High Park, la circonscription représentée par Mme Nash à titre de députée fédérale de 2006 à 2008, pour la nommer candidate du NPD dans cette circonscription.

« Notre pays a besoin de son leadership à la Chambre des communes, a déclaré le chef du NPD, Jack Layton, lors de l'assemblée tenue le 28 janvier. « Peggy attirait l'attention sur la crise dans le secteur manufacturier il y a trois ans déjà. C'était à l'époque où les députés étaient tournés en dérision par le gouvernement conservateur lorsqu'ils s'exprimaient pour ceux qui étaient en train de perdre leur emploi. Elle réclamait la mise en place d'une stratégie pour le secteur manufacturier, une stratégie verte. » M. Layton a déclaré que si le gouvernement avait prêté attention aux conseils de Mme Nash à ce moment, notre économie serait en bien meilleure santé aujourd'hui.

Même si aucune élection n'est prévue pour l'instant, M. Layton a promis que l'élection de Mme Nash serait une priorité pour le NPD. Le député sortant de la circonscription est le libéral Gerard Kennedy, candidat déçu à la direction du parti et ancien député provincial de l'Ontario. M. Kennedy s'est attiré les foudres de nombreux résidents, qui se plaignent de ne pas l'avoir vu depuis la dernière élection.

Peggy Nash, une militante communautaire ayant habité toute sa vie dans Parkdale - High Park, a été saluée pour son engagement envers les questions de justice sociale et son travail acharné auprès de groupes variés comme Students for a Free Tibet, Equal Voice et de nombreuses organisations de défense de l'environnement.

Dans son discours d'investiture, Mme Nash a évoqué le profond sentiment de honte, partagé par bon nombre de Canadiennes et de Canadiens, qu'inspire en elle la dégringolade subie par notre pays dans l'estime du monde entier sous la gouvernance de Stephen Harper. « Je me suis sentie profondément choquée

et honteuse lorsque notre pays a reçu le prix Fossile de l'année à la suite d'un vote tenu au cours des négociations qui se déroulaient dans le cadre de la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, à Copenhague », a déclaré Mme Nash.



La candidate néo-démocrate a également parlé de la nécessité de rompre avec le cynisme qu'éprouvent de nombreux Canadiens à l'égard de la politique et de notre gouvernement afin de créer une véritable démocratie fondée sur l'engagement de la population, tant à l'échelle locale que nationale. « Travaillons ensemble pour créer une démocratie nouvelle dans laquelle votre député est la voix de la communauté et parle en faveur de la communauté! », a déclaré Mme Nash.

Le 28 janvier dernier, les partisans de Peggy Nash se sont réunis dans une école secondaire de Parkdale - High Park pour la nommer candidate du NPD aux prochaines élections.



Des manifestants occupent les locaux du gouvernement de la Nouvelle-Écosse pour sauver le traversier

Des manifestants ont pris d'assaut un bureau du gouvernement de la Nouvelle-Écosse, le 4 février dernier, à la suite d'une véhémence manifestation réclamant du gouvernement provincial qu'il change sa décision d'interrompre le service de traversier rapide reliant Yarmouth, en Nouvelle-Écosse, à Portland et Bar Harbor, dans le Maine.

Le groupe, qui comptait environ 250 personnes, incluant des membres et du personnel des TCA, a finalement quitté les lieux pacifiquement.

Des politiciens de tous les horizons, à l'exclusion du NPD, ont pris part à la manifestation à l'extérieur et se sont exprimés en faveur du maintien du service de traversier, incluant le maire de Yarmouth, Phil Mooney. Le président des TCA, Ken Lewenza, s'est également adressé aux manifestants, insistant sur l'importance, pour le gouvernement, de revenir sur cette décision prise brusquement et sans aucune consultation.

« À court et à long terme, les effets de cette décision seront dévastateurs pour toutes les industries, du secteur du tourisme à celui de la construction navale », a déclaré M. Lewenza. L'interruption du service de traversier entraînera la perte de 100 emplois directs et de 500 à 600 emplois indirects. M. Lewenza a également mentionné que le traversier qui va de Yarmouth vers le Maine est le seul qui ne reçoit aucun financement de la part du gouvernement fédéral et qu'il faut remédier à cette situation pour assurer la viabilité à long terme des collectivités qui dépendent du traversier pour vivre.

Pour en apprendre davantage sur les raisons pour lesquelles les citoyens de la Nouvelle-Écosse ont besoin du traversier de Yarmouth, veuillez visiter la page suivante : <http://www.youtube.com/user/rescueourferry#p/a/f/1/X2iaFxs41YQ> (en anglais).



La FTO lance la campagne « Communautés au travail »

Les syndicats en Ontario demandent au premier ministre Dalton McGuinty de favoriser les bons emplois dans son budget du mois prochain et lancent une campagne demandant entre autres au gouvernement de protéger les services publics, de créer des emplois verts et de soutenir les travailleurs qui ont un emploi précaire.

« L'objectif prioritaire du gouvernement de l'Ontario doit être de préserver et de créer de bons emplois », déclare le président de la Fédération du travail de l'Ontario, Sid Ryan. C'est de cette façon que nous rembourserons le déficit et accélérerons et consoliderons la relance économique. C'est la seule façon durable d'aider vraiment le bilan du gouvernement. »

« Des milliards de dollars ont été investis dans les infrastructures dans le but de stimuler l'économie, affirme M. Ryan. Nous ne voulons pas voir ces progrès annulés dans le budget à venir à cause de compressions et de ventes.

Le 1er février, la FTO a lancé sa campagne « Communautés au travail » par l'entremise d'une série d'annonces diffusées à la radio, partout en Ontario, pour diffuser son message.

« Il s'agit d'une campagne importante et j'encourage tous les membres des TCA de l'Ontario à faire preuve d'engagement envers leur collectivité », a déclaré le président des TCA, Ken Lewenza. Le syndicat des TCA a récemment entamé le processus de réaffiliation avec la FTO et cette campagne est la première initiative majeure depuis.

Pour de plus amples renseignements ou pour apprendre comment participer, veuillez visiter la page suivante : <http://www.communitiesthatwork.ca/> (en anglais).



Les chômeurs épuisent leurs prestations d'assurance-emploi avant de se trouver du travail

Selon une nouvelle étude, des centaines de milliers de chômeurs canadiens pourraient épuiser leurs prestations d'assurance-emploi avant de se trouver un nouveau travail.

L'étude du Centre canadien de politiques alternatives indique que 500 000 personnes au pays ayant fait une demande de prestations d'assurance-emploi l'an dernier pourraient se trouver à court de prestations avant d'avoir pu se trouver un emploi.

L'étude, rédigée par l'économiste en chef du Congrès du travail du Canada, Andrew Jackson, révèle que 120 000 chômeurs canadiens de plus n'ont pas été en mesure de recevoir des prestations d'assurance-emploi en octobre 2009, en comparaison avec l'année précédente, avant la récession.

« Nous pouvons nous attendre à voir le nombre de nouvelles demandes de prestations ordinaires grimper à deux millions en 2009, a déclaré M. Jackson. Si le taux d'épuisement des prestations demeurerait le même qu'en 2006-2007, nous pourrions éventuellement voir le nombre de chômeurs ayant épuisé leurs prestations passer le cap des 500 000 vers la fin de 2009 et en 2010. »

Même si l'étude prend acte du fait que le gouvernement a allongé de cinq semaines la période de prestations, elle fait également valoir que ces changements n'ont pas été suffisants pour faire face aux demandes additionnelles causées par la récession.

Même avec des améliorations au système d'assurance-emploi, seulement la moitié environ des personnes sans emploi au Canada recevaient des prestations d'assurance-emploi en octobre dernier. En Ontario, province durement touchée par la récession, le nombre de chômeurs recevant des prestations est d'environ 41 pour cent, selon M. Jackson.



Le président de la Commission des transports de Toronto reçoit l'appui des TCA dans sa course à la mairie



Le candidat à la mairie de Toronto et président de la Commission des transports de Toronto, Adam Giambrone, s'adresse à des partisans lors du lancement de sa campagne, le 1^{er} février dernier, dans la Petite Italie de Toronto. M. Giambrone a reçu l'appui du président des TCA, Ken Lewenza, en raison de sa vision progressiste du devenir de la Ville reine, notamment en ce qui concerne la consolidation du transport en commun.



L'Université McMaster crée la première école d'études sur le travail

L'Université McMaster, à Hamilton, sera la première université canadienne à avoir une école d'études sur le travail pleinement autonome, selon une annonce faite sur le campus le 26 janvier dernier.

L'Université McMaster a été une pionnière dans le développement de programmes universitaires d'études sur le travail, dont le premier a été établi en 1976.

Depuis lors, des programmes d'études mettant l'accent sur le travail, les syndicats, la mondialisation, l'équité et la restructuration du marché de l'emploi ont été établis dans les universités d'un bout à l'autre du pays, le plus souvent au sein des facultés des sciences sociales et politiques.

L'élargissement de la portée du programme pour en faire une école à part entière à l'Université McMaster offrira aux professeurs et aux administrateurs plus de flexibilité dans la planification du programme d'études et offrira de meilleures perspectives d'études aux cycles supérieurs pour les étudiants.

La création de cette école est importante parce qu'elle arrive à un moment où les écoles de gestion sont devenues courantes dans les établissements d'enseignement postsecondaire au Canada, selon le directeur de l'organisation du travail et de la formation des TCA, David Robertson.

« Il ne reste plus qu'à espérer que les efforts faits à l'Université McMaster pour établir ce programme d'avant-garde renforceront les programmes d'études sur le travail ailleurs au pays pour contrer la tendance actuelle », a déclaré M. Robertson.

L'Université McMaster et les TCA entretiennent une relation de longue date, notamment en ce qui concerne un partenariat ayant vu, il y a plus de 10 ans, la création d'un programme de certificat d'études sur le travail ne menant pas à un diplôme. Chaque année, plus de 200 étudiants prennent part à des cours du soir portant

sur le travail et axés sur des sujets allant de la politique à l'environnement, sans oublier l'histoire du travail et l'économie.



Nouvelles d'Haïti : les membres des TCA soutiennent une mission de secours pour venir en aide aux orphelins

Edie Kaye et Elizabetta Long, deux membres de la section locale 2002 des TCA, ont pris part à une mission de secours visant à amener des enfants orphelins d'Haïti à leurs nouvelles familles au Canada.

La mission, dirigée par Air Canada et baptisée « Opération cigogne », a permis de réunir 154 orphelins avec leur famille adoptive.

« De nombreux nouveaux parents s'inquiétaient à l'idée que le processus d'adoption soit coincé à divers niveaux de la bureaucratie, a déclaré Edie Kaye, une représentante en milieu de travail au centre de réservations d'Air Canada à Saint John, au Nouveau-Brunswick.

« Air Canada a offert d'accélérer le processus en assurant le transport de ces enfants vers le Canada. Je me sens réellement chanceuse d'avoir pu prendre part à cette initiative. »

Mmes Kaye et Long travaillent toutes deux comme agentes de ventes et de service à la clientèle chez Air Canada et comptaient parmi les nombreux membres des TCA s'étant portés volontaires pour accompagner les enfants haïtiens au cours de leur vol vers le Canada. Trois vols d'Air Canada se sont rendus en Haïti du 23 au 30 janvier dans le cadre de l'Opération cigogne.

Le syndicat des TCA s'est fixé l'objectif de récolter 250 000 \$ pour venir en aide aux sinistrés d'Haïti.



Les TCA accueillent de nouveaux membres

- Nutritional Management Services, St. Thomas, ON – 22 nouveaux membres dans la section locale 2168 des TCA.
- Waterloo Regional Homes for Mental Health Inc., Kitchener, ON - 31 nouveaux membres dans la section locale 1106 des TCA.
- Mcintosh Limousine Service Ltd./Air Cab Limousine Services (1985) Limited et Aéroport Limousine Services Ltd., Toronto, ON - 210 nouveaux membres dans la section locale 252 des TCA.



Une entente passée avec les États-Unis sur la clause « Buy American » aura des conséquences néfastes pour le Canada

Pendant que le Parlement est encore prorogé, le gouvernement Harper a conclu en catimini, avec les États-Unis, une entente qui prévoit pour le Canada une exemption de la clause « Buy American », une entente qui, à long terme, fera plus de tort que de bien aux travailleurs et entreprises du Canada, estime le président des TCA, Ken Lewenza.

« Il s'agit d'une entente ridicule négociée en coulisse par le gouvernement Harper », a déclaré M. Lewenza après l'annonce de l'entente, le 5 février. « Cette entente ne protège pas les intérêts du Canada, elle fait plus de concessions que de gains et laisse de côté les occasions à long terme au profit d'éventuels avantages à court terme. »

Cette entente spéciale d'exemption, que l'on présente volontiers comme une mesure d'urgence visant à protéger les intérêts des entreprises canadiennes n'ayant, dit-on, pas droit aux fonds destinés à la stimulation de l'économie américaine, pourrait en fait retirer au gouvernement son pouvoir et ses droits dans la gestion des fonds publics alloués à des projets de construction de grande envergure. Ces projets devraient être l'occasion pour le Canada de développer son économie et de garder les Canadiens au travail, a fait valoir M. Lewenza.

En vertu de l'entente, les entreprises canadiennes pourront prendre part aux appels d'offres des projets de relance économique du gouvernement fédéral des États-Unis et des États américains n'ayant pas encore été attribués, et ce, jusqu'au 17 février (moment auquel tous les contrats auront été attribués).

Entre-temps, l'entente assujettit les gouvernements au Canada à l'Accord sur les marchés publics (AMP) de l'Organisation mondiale du commerce, qui restreint les règles en matière d'achats gouvernementaux.



La hausse de l'emploi à temps partiel n'est pas un signe de reprise économique, selon le président des TCA

« La hausse de l'emploi à temps partiel n'est certainement pas une raison de se réjouir », estime M. Lewenza, faisant écho aux données sur le chômage publiées le 5 février dernier par Statistique Canada.

« Au contraire, cette hausse signifie que de plus en plus de Canadiens se retrouvent dans un emploi précaire, un type d'emploi où les heures irrégulières, le manque de sécurité d'emploi, les bas salaires et le manque d'avantages sociaux sont la norme. Il n'y a vraiment aucune raison de se réjouir. »

Les plus récentes statistiques montrent une hausse importante du nombre d'emplois à temps partiel, de l'ordre de 43 000 emplois, sans véritable croissance de l'emploi à temps plein. M. Lewenza a qualifié d'alarmante la croissance limitée aux emplois à temps partiel et estimé que cette dernière donne aux Canadiens et Canadiennes, et, encore pire, au gouvernement, une fausse impression de sécurité due à l'idée que l'économie est en train de s'améliorer.

« Les travailleurs ont besoin d'emplois à temps plein et durables qui leur permettront de survivre, au lieu de cumuler plus d'un emploi à temps partiel pour joindre les deux bouts, a déclaré M. Lewenza. Voilà ce que ces statistiques nous révèlent, selon moi. Nous ne pouvons pas relancer l'économie avec seulement des emplois à temps partiel ou temporaires. »

La croissance récente de l'emploi à temps partiel s'inscrit dans la tendance à long terme dans le marché de l'emploi ayant vu depuis 1997, selon les données de Statistique Canada, une hausse vertigineuse de 184 pour cent du nombre de personnes occupant un emploi à temps partiel, mais cherchant activement un emploi à temps plein.

« En ce moment, environ 900 000 Canadiens se trouvent dans la catégorie des travailleurs forcés d'occuper un emploi à temps partiel », a déclaré M. Lewenza.



Des membres des TCA entérinent des ententes dans le milieu des soins de santé de la Nouvelle-Écosse

Les membres des sections locales 4600, 4603 et 4606 des TCA œuvrant auprès de trois régies régionales de santé ont entériné avec une majorité écrasante de nouvelles conventions collectives prévoyant des hausses salariales et l'augmentation des avantages sociaux.

Ces ententes de 31 mois conclues avec 2 300 travailleurs hospitaliers ont été entérinées comme suit :

- Régie régionale de santé Cape Breton (unité des soins), 79 pour cent;
- Régie régionale de santé Cape Breton (unité de soutien), 95 pour cent;
- Régie régionale de santé Guysborough Antigonish Strait Richmond, 95 pour cent;
- Hôpital pour enfants Izaak Walton Killam, 98 pour cent.

Les hausses salariales totalisent 4,9 pour cent sur la durée de l'entente, avec une hausse additionnelle de 2,1 pour cent pour les techniciens, diététistes, thérapeutes et autres travailleurs de l'unité des soins.

Les infirmières et infirmiers auxiliaires autorisés bénéficieront d'une hausse salariale additionnelle de six pour cent à compter du 1er septembre.

De plus, des améliorations ont été apportées aux clauses portant sur l'invalidité prolongée, les grossesses et les congés parentaux. L'employeur a consenti à ce que les technologues en sciences biomédicales soient volontairement inclus dans l'unité de négociation des TCA.

« Le travail acharné des comités de négociation et leur détermination à servir les membres ont été indispensables pour obtenir les gains que nous avons réalisés, a déclaré une représentante nationale des TCA, Susan Burrows. Il n'y a eu aucune concession. »

La présidente de la section locale 4600 des TCA, Shauna Wilcox, a affirmé que les négociations avaient été ardues et que la situation avait été encore plus difficile en raison de la crise économique actuelle.

« Mais, la solidarité des membres et le travail acharné du comité de négociation ont permis de réaliser des gains solides pour nos membres. »

« Nous n'avons pas cédé aux demandes de concessions de l'employeur et avons pu au contraire réaliser de nombreux gains pour nos membres, a déclaré le président de la section locale 4603 des TCA, Jim Callaghan. En travaillant ensemble, nous avons fait avancer notre cause, malgré les difficultés économiques actuelles. »



Le syndicat des TCA demande une enquête sur le géant de l'industrie minière Xstrata

Les TCA réclament une enquête approfondie de la part des gouvernements fédéral et provincial sur le géant de l'industrie minière Xstrata, notamment pour faire toute la lumière sur les raisons ayant poussé la multinationale à décider de fermer le site métallurgique Kidd, à Timmins, en Ontario.

Si cette enquête concluait que Xstrata n'a que peu de raisons de fermer son site de Timmins, les deux paliers de gouvernement devraient alors forcer Xstrata à se départir de ses actifs à Timmins, selon les TCA.

La fermeture, que les TCA considèrent injustifiée, est prévue pour le 1er mai.

Selon la Loi sur Investissement Canada, le ministre fédéral de l'Industrie a le pouvoir d'analyser la mise en œuvre d'un investissement par une société étrangère et de déterminer s'il varie de celui décrit dans la demande initiale et s'il se solde par un « bénéfice net » pour le Canada. Si ce n'est pas le cas, le ministre fédéral de l'Industrie, Tony Clement, peut obliger une société à remédier à la situation, voire à vendre certains de ses actifs.

La Loi sur les mines de l'Ontario exige que le minerai et les minéraux soient traités et affinés au Canada. Le ministre des Richesses naturelles a le pouvoir de retirer les droits d'exploitation aux sociétés minières qui contreviennent à cette disposition de la loi.

La fermeture du site métallurgique de la Mine Kidd de Xstrata à Timmins, en Ontario, pourrait occasionner la perte de 4 428 emplois et de 152 millions de dollars en taxes annuelles, selon une nouvelle étude commandée par la Corporation du développement économique de Timmins et réalisée par Econometric Research Limited.

« Le Nord-est de l'Ontario ne peut se permettre de perdre ces bons emplois hautement productifs, selon M. Lewenza. On ne doit pas permettre à Xstrata d'exploiter les ressources de la région pour ensuite partir en laissant l'endroit en ruines lorsqu'il lui convient de partir. »

Le 8 février dernier, Xstrata a annoncé des profits de 2,8 milliards de dollars en 2009, dépassant même les prédictions des analystes de l'industrie.

Le rapport « Our Resources Stay Here: Seven Reasons Why the Xstrata Metallurgical Site Must Stay » peut être consulté à l'adresse suivante : <http://www.caw.ca/en/8442.htm> (en anglais).



Entente de règlement avec Nortel

Le syndicat des TCA a conclu une entente intérimaire de 57 millions de dollars avec Nortel. Le règlement prévoit la protection continue des avantages sociaux, prestations de retraite et avances d'indemnité de départ pour les employés à la retraite, actifs, en congé d'invalidité de longue durée et mis à pied.

L'entente sera vraisemblablement approuvée en cour le 3 mars prochain. En voici un résumé :

Assurance des frais médicaux et dentaires

- Si vous recevez actuellement des prestations de retraite, si vous êtes un bénéficiaire ou un conjoint survivant d'un pensionné de Nortel ou si vous recevez des prestations pour invalidité de longue durée, vous continuerez de bénéficier de l'assurance des soins médicaux et dentaires jusqu'au 31 décembre 2010.

- La couverture d'assurance-vie se prolongera jusqu'au 31 décembre 2010.

Pour les employés recevant des prestations d'invalidité de longue durée

- Nortel vous versera des prestations d'invalidité à long terme jusqu'au 31 décembre 2010.

Prestations de retraite

- Nortel continuera de faire ses versements mensuels au régime de retraite jusqu'au 30 septembre 2010.

- L'entreprise continuera également de faire des versements dans le but de réduire le déficit du régime de retraite jusqu'au 31 mars 2010.

-Nortel cessera la gestion du régime de retraite à compter du 1er octobre 2010.

- À compter du 1er octobre 2010, la Commission des services financiers de l'Ontario nommera un nouveau gestionnaire du régime de retraite.

Indemnité de départ- Plus de 4 millions de dollars ont été mis de côté pour un premier versement d'environ 3 000 \$ à chaque ancien employé mis à pied par Nortel et n'ayant pas été réembauché par un successeur et n'ayant pas reçu d'indemnité ou de prime de départ. Ce versement est un acompte et réduira le montant final des indemnités de départ.

Dans les beaux jours de l'entreprise, vers le milieu des années 1980, le syndicat des TCA représentait environ 5 000 employés de Nortel à cinq endroits différents. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la page www.caw.ca/en/5511.htm (en anglais).



Les membres des TCA entérinent deux nouvelles conventions collectives à l'Hôpital régional de Windsor

Les membres de deux unités de négociation de la section locale 2458 des TCA ont entériné des ententes collectives d'un an à l'Hôpital régional de Windsor. Les ententes, conclues par l'unité de soutien et celle des métiers spécialisés, prévoient des hausses salariales de 2 pour cent, le versement de prestations, pour les

employés actifs, après l'âge de 65 ans et des améliorations à différentes clauses concernant les travailleurs de métiers spécialisés.

Chose encore plus importante, les ententes prévoient des clauses portant sur la sécurité d'emploi qui aideront à soulager les difficultés auxquelles feront face les travailleurs lors de la restructuration majeure qui accompagnera la fermeture, par l'Hôpital régional de Windsor, de son centre de soins de longue durée de Malden Park en décembre. Cette fermeture pourrait affecter jusqu'à 130 travailleurs au sein de l'unité de négociation.

Les membres de l'unité de soutien ont voté à 88 pour cent en faveur de leur entente et ceux de l'unité des métiers spécialisés ont voté à 82 pour cent en faveur de la leur.

Le président de la section locale 2458 des TCA, Bruce Dickie, a fait remarquer qu'en raison de la fermeture de Malden Park, le comité de négociation avait convenu qu'il était dans le meilleur intérêt des membres et une priorité importante de conclure une entente qui aiderait les travailleurs pendant la transition, même au prix d'une entente à court terme.

« L'autre avenue aurait été d'aller en arbitrage, et cela peut prendre tellement longtemps que nous n'aurions pas eu d'entente avant la fermeture de Malden Park, un risque que nous n'étions pas prêts à accepter. »

« Nos membres auraient certainement préféré la sécurité d'une entente de trois ans, mais ont bien compris pourquoi nous ne pouvions pas risquer de compromettre les clauses permettant d'aider ceux qui seront touchés par la restructuration à venir », a déclaré le secrétaire financier de la section locale 2458, Tullio DiPondi.

Le syndicat des TCA représente 700 membres à l'Hôpital régional de Windsor. Une entente concernant l'unité des services techniques, qui représente 125 technologues et techniciens, reste à conclure.



PIB : L'indice humain de la crise économique canadienne

Famille à la casse : retour à la case départ

Même si, encore récemment, l'industrie automobile y florissait, Oshawa a été dévastée par une crise qui a plongé l'industrie automobile du Canada dans une situation qu'elle n'avait pas connue depuis la grande dépression. Avec l'épuisement de leurs prestations d'assurance-emploi, les chômeurs sont confrontés à des difficultés sans précédent et trouvent du soutien à un centre d'action local.

Ancien employé de General Motors, Brian fait le point sur tout ce qu'il a perdu et sur la route difficile qui s'ouvre devant lui. <http://pib.onf.ca/recit/117/famille-a-la-casse> (avec sous-titres en français)

PIB est un projet interactif en ligne de l'Office national du film.

Vous pouvez commenter, suivre d'autres récits ou apprendre comment présenter le vôtre en visitant l'adresse suivante : <http://pib.onf.ca/>



Nouvelles d'Haïti : des membres des TCA donnent un coup de main dans une clinique

Trois membres de la section locale 636 des TCA ont passé une semaine à Port-au-Prince, en Haïti, pour donner un coup de main dans une clinique improvisée, en faisant l'évaluation et en soignant des blessures et lésions auprès de centaines de victimes du terrible tremblement de terre du 12 janvier.

Tanya Bultje, Teresa Cisek et Marlene Magashazi travaillent comme préposées aux services de soutien à la personne à Woodingford Lodge, qui opère des établissement de soins de longue durée dans le Comté d'Oxford, à Tillsonburg, à Ingersoll et à Woodstock, en Ontario.

La sœur de Tanya dirige une maison pour enfants défavorisés et ayant des besoins particuliers à Port-au-Prince. Tanya, Teresa et Marlene donnent un coup de main à l'établissement de temps en temps et se sont immédiatement dirigées vers Port-au-Prince après le tremblement de terre.

À leur arrivée, un spectacle affligeant s'offrait à elles, plus de 160 personnes s'étant installées autour de la maison, bon nombre d'entre elles souffrant de blessures sévères, de fractures et d'autres lésions.

Tanya a déclaré qu'elles retourneront toutes les trois sur place à la mi-février pour donner un coup de main à la clinique et qu'elles seront alors accompagnées d'une quatrième travailleuse de Woodingford Lodge, Liz Pais.

« Les problèmes en Haïti sont très difficiles à résoudre et compliqués. Ils continueront de s'aggraver au fur et à mesure que le temps passe, a déploré Tanya. Nous devons continuer d'aider les gens du mieux que nous le pouvons pendant qu'ils luttent pour surmonter la crise dans l'immédiat et travaillent à la reconstruction du pays à long terme. »

« La section locale et la collectivité sont très fières de ces membres qui ont pris de leur temps pour participer à l'aide humanitaire en janvier et qui retourneront sur place prochainement », a déclaré le président de la section locale 636 des TCA, Ross Gerrie.



Teresa Cisek, Marlene Magashazi et Tanya Bultje, des membres de la section locale 636 des TCA, sont récemment venues en aide aux victimes du tremblement de terre en Haïti.

Pour de plus amples renseignements sur la récolte de fonds des TCA pour Haïti, veuillez visiter la page suivante : www.caw.ca/en/8279.htm (en anglais).



np : sepb343